

Burundi : la chasse aux représentants internationaux reprend de plus belle

@rib News, 17/02/2011 Pourquoi le National Democratic Institute a-t-il chassé au Burundi ? Par Pancrace Cimpaye Au moment où l'Afrique du Nord et les pays arabes sont en train de demander aux dictateurs de déloger, au Burundi la Dictature en place demande à la communauté internationale de déloger ou chasse sans ménagement des représentants de ces partenaires; des partenaires qui avaient pourtant servi de marchepied à l'installation du CNDD-FDD au pouvoir en mai 2010. Les raisons de cette chasse à l'homme sont une volonté politique manifeste de renvoyer tous les étrangers gênants qui dénonceraient la mauvaise gouvernance qui gangrène le Burundi. La substance du message est claire : "Silence, on enterre la Démocratie !"

Les victimes de ce choix politique sont connues : - Carolyn McAskie, elle était la Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; - Nurredine Satti, Représentant Spécial ad interim du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; - Youssef Mahmoud, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; - Neela Ghoshal, Représentante de Human Rights Watch ; - Monsieur Patrie, le successeur de Monsieur Mahmoud n'a pas fait long feu non plus. Mais il a préféré tirer sa révérence avant de regagner un autre poste en Somalie. Il a sans doute senti rapidement que le climat de travail au Burundi n'était pas une partie de plaisir. Lisez cette phrase qui résume son sentiment, je la cite de mémoire : "J'ai vu le diable dans la région des Grands Lacs. Au Burundi, le diable se cache derrière les rideaux". C'est certain, ce diplomate onusien a quitté le Burundi avec un goût amer. On avait pensé qu'avec ce chapelet d'expulsions, le pouvoir en place qui tient encore sur une file de rasoir, allait revenir aux bons sentiments. Qui aurait imaginé un seul instant que Bujumbura pouvait, après le hold-up électoral de mai 2010, s'adonner encore à ce jeu de mépriser et de renvoyer les représentants de la Communauté internationale. Dès lors les Burundais sont en droit de se poser la question de savoir si Bujumbura qui vient de renvoyer le O.N.G américain, National Democratic Institute (N.D.I) n'a pas perdu la tête. En effet l'homme fort du CNDD-FDD, M. Gélase Ndabirabe, Secrétaire Général de ce parti présidentiel, n'a pas ménagé cette organisation. A cet égard, il a signifié au N.D.I. que chercher à renforcer les capacités des partis politiques est un projet inacceptable au Burundi dès lors que les partis de l'A.D.C- IKIBIRI sont aussi éligibles à cette formation. Pour Gélase Ndabirabe, le N.D.I. veut par ce biais ressusciter une opposition morte et enterrée. Le pouvoir autoproclamé de Bujumbura est donc confortable dans un système d'un parti unique ; tout projet qui veut s'inscrire dans une logique de multipartisme doit être interdit. Pour ce faire, Gélase Ndabirabe ordonne : "N.D.I., DEGAGE ! TIENS ! TIENS ! Comment est ce qu'un pays qui attend un appui budgétaire des partenaires économiques étrangers (à plus de 50%) peut-il s'amuser à les persécuter comme des criminels ? Ce n'est pas normal ! Si ! Quand un pouvoir n'est l'ombre de lui-même, il devient aveugle et irrationnel. De ce fait les décideurs du CNDD-FDD qui sont en train de faire la chasse aux partenaires étrangers en ce moment précis se tirent une balle dans les pieds sans s'en rendre compte. C'est absurde ou irresponsable de tirer sur les bailleurs de fonds quand on a toutes les peines du monde à payer les fonctionnaires de l'Etat. Eh oui, la dictature a ses raisons que la Raison ne connaît pas ! Ce sont ces raisons qui minent heureusement la forteresse de la tyrannie du parti présidentiel. Le moment venu, celle-ci tombera comme des châteaux de carte, une expérience qu'on a suivie en direct en Tunisie et en Egypte.